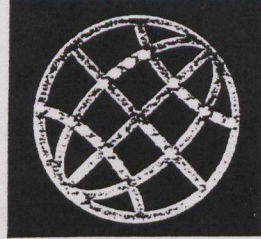


doc
CA1
EA752
97C12
FRE



La politique étrangère du Canada et la consolidation de la paix



Winnipeg

Conclusion



Halifax



Quebec



Victoria

Dept. of Foreign Affairs
Min. des Affaires étrangères

JUN 28 2006

Return to Departmental Library
Retourner à la bibliothèque du Ministère

1991
M. D. ...
...
...
...

CA1 EA752 97 C12

Ministre des Affaires étrangères



Minister of Foreign Affairs

Ottawa, Canada K1A 0G2

Avril 1997

Chers concitoyens,

Depuis 1994, le gouvernement fédéral organise tous les ans le Forum national sur les relations internationales du Canada. Ce débat annuel a pour but d'encourager les Canadiens à faire connaître leurs vues et leurs propositions sur les grands dossiers de politique étrangère. En 1996 j'ai demandé au Centre canadien pour le développement de la politique étrangère, nouvellement établi, de nous aider à amener les Canadiens à débattre de deux questions internationales essentielles pour le Canada, à savoir l'avenir du maintien et de la consolidation de la paix et la mise en place d'une stratégie internationale pour la communication des messages du Canada à l'étranger.

Comme par les années passées, mon collègue, le ministre responsable de l'ACDI (Pierre Pettigrew dans un premier temps, puis Don Boudria) a coparrainé le Forum. Le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère a conçu un nouveau modèle, fort réussi, pour le Forum national, soit six rencontres tenues aux quatre coins du pays pour permettre une plus vaste participation. Les comptes rendus de ces six rencontres ont été réunis pour constituer le Rapport du Forum national de 1996.

Les discussions du Forum de 1996 ont donné lieu à l'expression d'idées et de points de vue fort utiles. Comme vous le constaterez à la lecture du Rapport, les participants souhaitent vivement que nos messages destinés à l'étranger et nos efforts de consolidation de la paix reposent sur les valeurs chères aux Canadiens (la démocratie, les droits de la personne, le respect des différences culturelles). Le Forum national a révélé l'intérêt comme les préoccupations que suscite la coopération entre civils et militaires dans le cadre des activités de consolidation de la paix, fait ressortir la nécessité d'évaluer les ressources canadiennes et suscité d'intéressantes idées sur la formation et la préparation aux activités de consolidation de la paix. Pour ce qui est des communications, les participants ont recensé des questions importantes, proposé des mesures spécifiques (comme le sauvetage de Radio-Canada International) et contribué à l'avancement de la stratégie internationale de communications du Canada. Les avis exprimés continueront de m'être précieux, ainsi qu'aux autres décideurs.

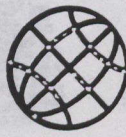
Le Forum national a été conçu comme un débat permanent avec les Canadiens sur les questions internationales clés. Il faut y voir un complément aux travaux du Parlement et de ses comités, aux activités d'établissement des politiques des ministères fédéraux et au constant dialogue entre le gouvernement et les citoyens sur les dossiers de la politique étrangère et du développement outre-mer.

Je tiens à remercier les participants aux six rencontres du Forum national de 1996, et tout particulièrement les membres des six groupes organisateurs bénévoles.

Recevez l'expression de mes sentiments distingués.

Lloyd Axworthy

97-5269221



Avril 1997

L'honorable Lloyd Axworthy, ministre des Affaires étrangères
L'honorable Don Boudria, ministre de la Coopération internationale

Messieurs les Ministres,

Nous avons le plaisir de vous rendre compte des résultats du Forum national de 1996 sur les relations internationales du Canada. Comme vous nous l'aviez demandé, les participants aux six rencontres du Forum tenues aux quatre coins du pays se sont penchés sur les questions relatives aux activités de consolidation de la paix (Halifax, Victoria et Québec) et sur les éléments d'une stratégie internationale de communications pour le Canada (Edmonton et Toronto) avec la mise à jour à Winnipeg. De plus, certains participants au Québec ont accepté d'examiner le dossier du travail des enfants. Le présent Rapport est un compte rendu complet de ces discussions. Il met en lumière des options de politiques et des idées en vue du futur développement des politiques canadiennes en matière de relations internationales.

Au nom de tous les participants, nous vous remercions de nous avoir ainsi donné l'occasion de prendre part à des discussions informées et de contribuer à la conception et à l'établissement de la politique étrangère. Nous sommes heureux que le Forum national ait emprunté une nouvelle formule, à la fois pancanadienne et plus englobante. Nous félicitons le Centre canadien pour le développement de la politique étrangère d'avoir créé un nouveau modèle pour la discussion et l'élaboration publiques des politiques, et nous nous sommes engagés à collaborer avec le Centre en vue du Forum national de 1997 ainsi que d'autres activités de développement des politiques.

Résolus à tenir les participants au Forum national informés de l'évolution des politiques, nous attendons avec impatience votre réponse au présent Rapport ainsi que toute information à venir sur les activités de consolidation de la paix et sur la stratégie internationale de communications du Canada.

Veuillez agréer, Messieurs les Ministres, l'expression de notre considération distinguée.

Tim Shaw/Katie Orr
Halifax

Martin Roy/Alain Prujiner
Québec

David Dewitt/Wendy Cukier
Toronto

Jim Fergusson/Virginia Platt
Winnipeg

Mary MacDonald/Nancy Hannemann
Edmonton

Dawn McLean/Dan Prefontaine
Victoria



Avril 1997

Chers amis,

Le Forum national de 1996 sur les relations internationales du Canada a constitué un événement à la fois important et unique. Important, parce qu'il répondait directement aux besoins du gouvernement en matière d'élaboration des politiques, le ministre des Affaires étrangères Lloyd Axworthy ayant appelé les Canadiens (en six endroits différents) à lui donner des idées pour l'avenir des activités de consolidation de la paix et la conception d'une nouvelle stratégie de communications pour le Canada. Unique, parce qu'il s'agissait d'une expérience de discussion des politiques sur une base communautaire (par opposition à des consultations gouvernementales menées par Ottawa).

Le Forum national de 1996 avait pour principal objectif d'amener le public à exprimer ses vues et ses idées sur la consolidation de la paix et la communication internationale. Mais il visait également, d'une part, à atteindre et à inclure dans le processus de discussion un plus vaste secteur de la société civile et, d'autre part, à élargir la participation dans l'ensemble du Canada.

Aussi, le Forum a regroupé plus de 300 Canadiens, du Nord comme de chacune des provinces. Les organisateurs, animateurs et modérateurs locaux ont choisi les sujets, établi les dossiers et conçu les ateliers. Les mouvements de jeunesse, les milieux d'affaires, les syndicats, les églises, les groupes communautaires, les leaders politiques locaux et les chefs autochtones ont apporté d'importantes contributions. Informées et animées, les discussions ont permis de dégager une multitude de points de vue ainsi que certaines options de politiques. Comme la discussion était libre et qu'ils n'étaient pas tenus de parvenir à un consensus, les participants ont été en mesure de proposer une vaste gamme de vues et de solutions. Le Forum avait en partie pour objectif d'enrichir à l'éventail d'idées dont disposent les ministres et d'autres décideurs pour l'élaboration des politiques. Le présent Rapport rend bien compte de cet objectif.

Le ministre des Affaires étrangères a prononcé le discours-programme à Winnipeg. Le secrétaire d'État pour l'Asie et le Pacifique, Raymond Chan, s'est chargé pour sa part des allocutions d'ouverture à Edmonton et de clôture à Winnipeg, tandis que la secrétaire d'État pour l'Amérique latine et l'Afrique, Christine Stewart, prononçait l'allocution de clôture à Toronto. Quant au ministre de la Coopération internationale (ACDI), Don Boudria, il avait accepté de prendre la parole au Forum de Québec, mais les événements internationaux l'en ont empêché au tout dernier moment. L'intérêt et l'engagement des ministres ont contribué de façon importante au succès de l'expérience. Les rencontres du Forum ont été rehaussées par la précieuse participation d'officiels de l'ACDI et des Affaires étrangères, dont des sous-ministres adjoints, les chefs de la Planification des politiques des deux ministères et des agents ayant une expérience particulière des droits de la personne, du maintien de la paix, des activités de communications et d'autres questions. Je tiens à remercier tout particulièrement Michael Small, directeur de la Consolidation de la paix aux Affaires étrangères, qui nous a fourni un très utile document de travail.

En fin de compte, ce sont les participants et les comités organisateurs locaux qui ont fait le succès de cet événement important et unique. Guidés par Tim Shaw, Katie Orr, Martin Roy, Alain Prujiner, David Dewitt, Wendy Cukier, Jim Fergusson, Virginia Platt, Mary MacDonald, Nancy Hanneman, Dawn McLean et Dan Prefontaine, plusieurs douzaines de citoyens bénévoles se sont chargés à la fois de mettre au point les dossiers d'ensemble et de veiller aux petits détails de l'organisation des réunions aux quatre coins du pays. Participants et organisateurs ont fait un acte de foi, sans ménager leur enthousiasme et leur énergie. Merci à tous, et tout spécialement à Shawna Christiansen (notre organisatrice du Forum) et à Nasreen Bhimani, chargée des publications du Centre.

Nous sommes résolu à assurer le suivi du Forum et à vous tenir au courant de l'évolution des politiques. Le présent Rapport est un premier pas. Vos commentaires et vos apports seront les bienvenus.

Steven Lee
Directeur national



POINTS DE DISCUSSION

1. *Quels sont les atouts que le Canada apporte à la consolidation de la paix, en valeurs politiques et capacités institutionnelles (tant gouvernementales que non gouvernementales). Comme société, quelles sont nos faiblesses. En d'autres mots, dans quels domaines les Canadiens ont-ils le plus de chances de réussir et dans quels autres sont-ils le plus susceptibles d'échouer, lorsqu'il est question de consolidation de la paix.*
2. *La consolidation de la paix est une nouvelle forme d'activité dans la politique étrangère du Canada; il existe toutefois au moins trois modèles que nous pourrions suivre pour créer une force de participation canadienne à la consolidation de la paix, à savoir:*
 - a) *la médiation diplomatique et la prévention de conflits (que ce soit par les gouvernements, les organisations internationales ou les ONG);*
 - b) *le maintien de la paix classique assuré par les forces militaires et policières, mais adapté aux civils (p. ex. le modèle des responsables civils du maintien de la paix décrit dans le document de discussion);*
 - c) *l'aide au développement, adaptée de façon à permettre de démobiliser les anciens combattants et de reconstruire les institutions gouvernementales et juridiques.*
3. *Quels genres d'activités de consolidation de la paix chacun de ces modèles encourage-t-il, décourage-t-il. Devrions-nous concentrer nos efforts sur un seul ou sur deux de ces modèles, ou essayer de les appliquer tous les trois.*
4. *Le Canada devrait-il concentrer ses efforts de consolidation de la paix :*
 - a) *sur les pays actuellement en crise (p. ex. la Bosnie, le Rwanda, le Liberia, l'Afghanistan);*
 - b) *sur les pays au bord de la crise (Kirghizistan, Burundi, autres États d'Afrique centrale et occidentale);*
 - c) *sur les pays qui sont parvenus à une paix intérieure fragile et qui essaient actuellement de se reconstruire (p. ex. : Haïti, El Salvador, le Guatemala, le Mozambique, Israël et l'Autorité palestinienne).*



Winnipeg

OPTIONS

Sommaire

Éducation

Les participants estiment qu'il faudrait faire plus d'efforts pour sensibiliser l'opinion publique à la contribution de la consolidation de la paix à la sécurité nationale, à la stabilité mondiale et à l'affirmation des valeurs canadiennes. Ils estiment en outre que les opérations de consolidation de la paix y gagneraient si le public comprenait mieux les capacités du Canada dans ce domaine.

Consultation

À l'unanimité, les participants réclament que le public soit davantage consulté. Ils estiment que la meilleure façon de développer la capacité du Canada en matière de consolidation de la paix est de créer un mécanisme de consultation permanent à cette fin. Le gouvernement aurait ainsi davantage accès à l'expertise des ONG, du secteur privé, des milieux universitaires et des autres corps « civils ».

Priorités stratégiques

Les participants recommandent fortement que les efforts de consolidation de la paix du Canada fassent la promotion du respect des droits de la personne (en mettant à profit l'expérience multiculturelle et la diversité ethnique du pays) et de la sécurité humaine (en mettant l'accent sur le rôle des femmes dans les processus de consolidation de la paix et de démocratisation politique).

Les participants estiment également que la prévention des conflits, par opposition à l'intervention dans les conflits en cours, devrait être prioritaire dans la politique et les opérations de consolidation de la paix.

Diplomatie préventive et consolidation de la paix

Recommandations

Les participants estiment que la société civile devrait avoir un plus grand rôle à jouer dans les efforts de consolidation de la paix du Canada. Observer les violations des droits de la personne de manière à prévoir et à prévenir les conflits, informer les gouvernements, et renforcer les institutions afin qu'elles servent de système d'alerte rapide, tels sont les aspects clés d'une plus grande capacité civile canadienne de consolidation de la paix.

La diplomatie préventive devrait être basée sur les valeurs canadiennes. Ces valeurs humanitaires procèdent du grand idéal de la sécurité mondiale, et de ses liens avec les droits de la personne. Jouer un rôle de chef de file à propos de l'environnement et du développement durable, afin d'améliorer les causes structurelles des conflits, voilà qui devrait demeurer une priorité de la politique étrangère.

Options

Le ministère des Affaires étrangères devrait mettre sur pied un mécanisme de coordination en vertu duquel les représentants des gouvernements, des ONG et d'autres instances se réuniraient pour exprimer des avis sur l'élaboration et la mise en oeuvre de la politique de consolidation de la paix. Cette tribune remplirait les fonctions suivantes :

- définir le contexte à long terme de la politique, recenser l'expertise canadienne;
- conseiller sur le moment et les lieux où procéder à un investissement en capital;



Halifax, Québec et Victoria

- réunir des représentants des gouvernements, des ONG, du secteur privé, des milieux universitaires, etc., qui signaleront les crises potentielles et exploreront les options à court terme;
- former un groupe de travail sur les crises, qui exprimera des avis sur le recours aux capacités civiles canadiennes en matière de consolidation de la paix pour le règlement des crises.

Alors que certains participants préconisent une organisation structurée, d'autres recommandent une approche informelle lorsqu'il s'agit de solliciter la participation du public à l'élaboration de la politique et à la planification des opérations de consolidation de la paix. Tous conviennent que ce processus amélioré de consultation publique devrait faire appel non seulement aux experts, mais aussi au grand public et aux jeunes en particulier.

Maintien de la paix et intervention

Recommandations

Les participants estiment que les principaux points de la politique canadienne de maintien de la paix sont le rôle du gouvernement dans les différents types d'intervention, le rôle des forces armées, le rôle des ONG et le meilleur moyen de gagner l'appui du public pour les missions d'intervention et de maintien de la paix.

Les participants estiment également que les opérations canadiennes de maintien de la paix doivent refléter les valeurs et les principes canadiens. Parmi les aspects de l'expérience canadienne, les participants retiennent notamment le rôle égal joué par les femmes, et la société civile diversifiée, qui accorde un rôle central aux entreprises et a comme objectif le développement durable.

Options

- Une politique étrangère fondée sur les valeurs canadiennes ne devrait pas limiter les efforts de consolidation de la paix aux conflits entre États. Les catastrophes naturelles, les conflits entre ethnies et les violations massives des droits de la personne peuvent aussi justifier des interventions.
- Comme la sécurité humaine finit toujours par entrer en ligne de compte à propos d'intervention et de maintien de la paix, il faudrait insister sur la sensibilisation du personnel aux relations interraciales, à la problématique homme-femme et aux dimensions sociales de l'inégalité économique. À cette fin, on devrait encourager les hommes, mais surtout les femmes, de la nouvelle génération canadienne à s'engager dans les forces armées.
- Les ONG devraient jouer un rôle important dans tous les aspects du maintien de la paix. En particulier, les forces armées devraient tirer parti des ressources des ONG pour l'éducation interculturelle, y compris en ce qui concerne les soins aux réfugiés, les problèmes uniques des handicapés et les autres champs d'expertise des ONG en matière de sécurité humaine.
- Le gouvernement peut jouer un rôle important en renforçant les relations entre les ONG et le secteur privé en vue d'une participation au financement des efforts de consolidation de la paix.
- Les Canadiens doivent être informés des limites des ressources et des capacités de maintien de la paix du Canada, ainsi que du rôle important que joue le maintien de la paix dans une politique étrangère visant à renforcer l'économie et à promouvoir l'unité nationale.



Reconstruction après les conflits

Recommandations

Les participants recommandent que les décideurs s'attachent en priorité à mieux faire comprendre les liens entre la dimension « civile » des opérations de reconstruction et les ressources de la société civile canadienne, et à y sensibiliser l'opinion publique.

Les participants estiment en outre que, même si les Canadiens préféreraient peut-être participer à toutes les opérations de maintien de la paix, une politique d'engagement total n'est ni soutenable, ni souhaitable. Au lieu de cela, le Canada devrait encourager la tendance à la « division du travail » entre les pays dans les opérations de reconstruction.

Les décideurs et les dirigeants politiques doivent évaluer avec soin les besoins par rapport à la capacité du Canada de fournir une aide en cas de crise.

Options

- La stabilité durable devrait être l'objectif dominant de la reconstruction après les conflits. Les mesures d'instauration de la confiance devraient, avec le contrôle des armements et le désarmement, constituer les éléments-clés des efforts canadiens de reconstruction.
- Pareillement, l'aide à l'étranger devrait encourager l'autarcie économique et la politique canadienne à cet égard devrait tenir compte des concepts locaux de croissance et de développement.
- Inversement, les idéaux démocratiques que sont le respect des droits de la personne et les élections libres devraient être considérés comme des éléments essentiels des efforts canadiens de reconstruction, et encouragés, même en l'absence de traditions démocratiques.
- La dimension « civile » de la reconstruction après les conflits peut exiger le déploiement de civils travaillant, à divers titres, dans le cadre des Nations unies. L'institution de « casques blancs » pourrait permettre de répondre à ce besoin.
- Le Canada devrait créer un registre international permanent de spécialistes du maintien de la paix susceptibles de renforcer la capacité de la communauté internationale à réagir aux nouvelles crises et de coordonner les efforts de reconstruction.

Halifax, Québec et Victoria

OPTIONS

Généralités

1. Le Canada devrait participer à la consolidation de la paix et ce devrait être une des premières priorités du gouvernement canadien et des Canadiens. La consolidation de la paix est un long processus. Aussi, le gouvernement du Canada devrait-il élaborer une approche exhaustive et souple de la consolidation de la paix, qui permettrait de déterminer non seulement les parties du monde où intervenir et les types de contribution à apporter, mais aussi les membres de la société civile à consulter.
2. Le gouvernement canadien devrait veiller à ce que les interventions en vue du maintien ou de la consolidation de la paix soient cohérentes et stratégiques et qu'elles contribuent à promouvoir, à protéger et à refléter les valeurs canadiennes, dont les droits de la personne, la primauté du droit et la tolérance multiculturelle.
3. Dans son approche de la consolidation de la paix, le Canada devrait insister sur les mesures préventives et viables. Les efforts de reconstruction à long terme appellent un investissement soutenu et devraient viser à empêcher la résurgence des conflits.
4. Les initiatives de consolidation de la paix devraient avoir la démocratisation pour premier objectif. De là, l'importance de la reconstruction de la société civile, qui permettra de mettre à contribution les éléments démocratiques nationaux dont, entre autres, la protection des droits humains, le développement démocratique et le bon gouvernement, de même que le soutien à la reconstruction des institutions vouées à la justice pénale.
5. Le Canada jouit de certaines forces de par sa nature même. Le rôle qu'il a joué antérieurement et la perception qu'a de lui la communauté internationale sont une force sur laquelle devrait reposer son approche de la consolidation de la paix. L'expérience et les compétences du Canada peuvent renforcer les sphères sociales et économiques, créer un espace politique propice au développement de la société civile et à un essor de la démocratie traduisant l'histoire et les valeurs locales.
6. Le gouvernement canadien devrait conserver son rôle de meneur dans le combat international contre la production et l'utilisation des mines terrestres. De plus, il faudrait un cadre stratégique pour compléter les programmes de développement actuels du Canada dans les domaines de l'assistance aux victimes des mines terrestres, du déminage et des campagnes de sensibilisation du public.

Renforcement des capacités

1. Il faudrait dresser un inventaire des compétences canadiennes afin d'améliorer la communication et la coordination entre les ONG, le gouvernement, les universitaires, le secteur privé et le grand public. Cet inventaire pourrait être géré et coordonné par le canal de l'Internet. La création d'un tel réseau :
 - faciliterait la consultation durant le processus de consolidation de la paix;
 - augmenterait les possibilités d'apporter une réponse plus complète qui prendrait diverses questions en charge;
 - stimulerait l'échange d'information;
 - donnerait aux volontaires l'accès à l'information dont ils ont absolument besoin lorsqu'ils travaillent sur le terrain;



- autoriserait un usage plus efficace des ressources limitées.
 - 2. Le gouvernement devrait publier un manuel sur l'instauration de la confiance s'inspirant du manuel militaire existant. Libellé dans un langage clair et expliquant les principes de base de l'instauration de la confiance selon le Canada ainsi que les politiques et les recommandations du gouvernement sur les moyens de susciter la confiance à tous les échelons, ce guide serait d'une valeur considérable dans la coordination des activités des ONG et du gouvernement.
 - 3. Il y aurait lieu d'encourager le resserrement des liens entre les ONG canadiennes et les organisations locales afin de concrétiser pleinement le potentiel des partenariats interculturels dans le processus de reconstruction.
 - 4. Les efforts de consolidation de la paix devraient mettre à contribution les praticiens, les agences et les réseaux participant déjà à l'examen des conflits et à leur règlement, et aussi élargir leur rôle.
 - 5. Certaines universités canadiennes pourraient être désignées « centres d'excellence » dans des domaines spécialisés comme le maintien de la paix et le droit humanitaire.
- Canada. L'introduction du grand public dans le vaste réseau stratégique aiderait, d'une part, les décideurs à jauger le soutien accordé par le public à diverses initiatives et, d'autre part, à créer un climat où la consolidation de la paix ferait partie d'un processus consultatif transparent.
- 3. Les parties en conflit devraient être engagées dans le processus de paix dès ses premiers instants et devraient y tenir des rôles de premier plan, non seulement dans l'arène stratégique ou militaire, mais par le recours aux réseaux et à la société civile.
 - 4. Le gouvernement canadien devrait mieux sensibiliser le public aux types d'opérations de maintien de la paix auxquelles il participe. Si tous les Canadiens ne sont pas intéressés par des réunions comme celle-ci, ceux qui le sont doivent disposer de moyens nombreux et divers de transmettre leurs préoccupations aux pouvoirs publics.
 - 5. Le gouvernement devrait bien justifier sa participation au maintien de la paix aux yeux du public.
 - 6. Pour faire le meilleur usage possible des ressources, pour accroître l'efficacité et pour accélérer l'action du Canada, il faut outiller de nouveau les ONG et les aider dans leur sphère d'intervention (au Canada et dans les États en période d'après-crise).

Éducation et consultation du public

- 1. Le public devrait être continuellement consulté lors de l'élaboration de la politique étrangère.
 - 2. La dissémination de l'information au plus vaste public possible revêt une toute première importance. Un site web concernant la politique devrait être créé pour mieux renseigner les citoyens intéressés sur les initiatives de la politique internationale du
- Les citoyens possédant les compétences nécessaires et intéressés par le domaine de la consolidation de la paix devraient avoir plus facilement accès à l'éducation et à la formation connexes. Les entités communautaires de consolidation de la paix pourraient se charger de la formation et assurer un soutien ciblé et bien planifié aux initiatives internationales. L'éducation du grand public fournirait aussi aux décideurs les moyens de légitimer les initiatives de consolidation de la paix.



8. La jeunesse canadienne est une ressource à mettre à contribution. Le gouvernement devrait penser à accorder son soutien aux programmes éducatifs ayant un volet international.

Construction de la société civile

1. Le gouvernement devrait repenser sa décision de couper le financement des ONG et des organisations communautaires qui sont sur les premières lignes des initiatives internationales de consolidation de la paix. Le succès de toute opération de consolidation de la paix passe nécessairement par l'apport d'un soutien financier suffisant aux organisations actives dans ce domaine et par un usage créatif des fonds disponibles.
2. Un mécanisme permettant de cibler l'aide et de classer les initiatives selon leur priorité devrait être mis au point (il serait bon d'examiner les initiatives passées, les réussites et les échecs).
3. Les opérations de consolidation de la paix devraient supposer une collaboration, de la souplesse et la dévolution de l'autorité fédérale aux organisations vouées à la consolidation de la paix, agissant de concert avec les organisations communautaires locales et les intérêts privés.
4. Le gouvernement canadien devrait supporter activement les efforts des Nations unies en vue de la constitution et de l'emploi d'une force internationale de casques blancs. Les ONG internationales, les universités et d'autres intervenants canadiens devraient participer à l'élaboration de la politique canadienne concernant la nature, l'orientation et la composition de cette force.
5. Pour compléter la formulation de la politique étrangère du gouvernement concernant une force internationale de casques blancs, il faudrait une étude des capacités des ONG canadiennes à seconder à l'avenir les Nations unies dans leurs opérations de soutien à des élections libres, à la surveillance des médias, à la réforme judiciaire ainsi qu'à la protection et à la consécration des droits de la personne.
6. Les responsables de la consolidation de la paix agissant sur le terrain devraient disposer d'une plus grande liberté et d'une plus grande souplesse pour concevoir et exécuter leurs projets avec leurs partenaires locaux.

Autres options Victoria

Questions opérationnelles stratégiques, liées entre elles, devant être examinées pour que le Canada réalise l'objectif global décrit précédemment :

- quels devraient être les rôles respectifs des divers organisations et secteurs de la société civile engagés dans la consolidation de la paix - les ministères gouvernementaux, les militaires, les ONG (et parmi elles, quel devrait être le rôle des organismes opérationnels d'aide humanitaire par rapport à celui des groupes orientés vers les droits de la personne et le développement démocratique) et le secteur privé. Il est particulièrement important d'examiner le rôle potentiel du secteur privé dans la consolidation de la paix;
- comment parvenir à mieux coordonner, faciliter et gérer les efforts de consolidation de la paix du Canada afin de rendre maximale une contribution effective à la consolidation de la paix internationale. Quelle forme prendrait la coordination/la centralisation et quelle forme institutionnelle cette coordination devrait-elle avoir;



- comment susciter un plus grand appui aux efforts de consolidation de la paix par le Canada (compréhension et soutien du public et obtention des ressources et du financement nécessaires) L'efficacité de la consolidation de la paix passe par un financement approprié.

Création d'un organe ou d'un centre de coordination des activités de consolidation de la paix : le diagramme ci-joint illustre un mécanisme de consolidation de la paix élaboré au cours du Forum de Victoria. Plusieurs points clés ont été soulignés durant cette discussion :

- le mécanisme de consolidation de la paix devrait inclure l'élaboration de politiques et un processus de décision pour l'attribution des ressources;
- l'organe de coordination réunirait des fonctionnaires fédéraux (MAECI, ACDI, Défense nationale, Justice, Environnement, etc.), des représentants du secteur privé (monde des affaires), des organisations à but non lucratif (non gouvernementales), des Premières nations et des universitaires.

Cette organisation aurait pour rôle :

- de coordonner la politique, la planification et la mise en oeuvre des activités de consolidation de la paix du Canada;
- de dresser et de tenir une liste d'experts canadiens dans les divers domaines associés à la consolidation de la paix et qui seraient disponibles pour accomplir certains travaux qui faciliteraient la formation de participants aux activités de consolidation de la paix dans des domaines liés à la gestion des conflits et à la reconstruction;
- de promouvoir une plus grande sensibilisation du public à ces activités en parrainant des conférences, des colloques et autres activités éducatives.

Madame Marie Lapointe
Université Laval
Québec

Monsieur Albert Legault
Université Laval
Québec

Monsieur Joel Monfilis
Université Laval
Québec

Monsieur Martin Roy
Université Laval
Québec

Madame Manon Tessier
Université Laval
Québec

Monsieur Aziz Salmone Fall
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur Charles Trottier
Université du Québec à Montréal
Montréal

Universitaires / étudiants/journalistes

Monsieur Robert Trudel
Société des relations internationales
de Québec
Québec

Monsieur Alain Barré
Université Laval
Québec

Monsieur Jean-François Bolduc
Radio-Canada International
Sainte-Foy

Monsieur Alain Bouchard
Université du Québec à Montréal
Montréal

Madame Gisèle Côté-Harper
Université Laval
Québec

Monsieur Charles-Philippe David
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur André Donneur
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur Thierry Gongora
Université Laval
Québec

Commerce et syndicats

Madame Marie Pepin
Confédération des syndicats
nationaux
Montréal

Députés

Monsieur Philippe Paré
Député de Louis-Hébert
Ottawa

Gouvernement

Monsieur Steven Lec
Centre canadien pour le
développement de la politique
étrangère
Ottawa

Madame Barbara Levine
Agence canadienne de
développement international
Hull

Monsieur Normand Dauphin
Commission des droits de la
personne et des droits de la jeunesse
du Québec
Montréal

Monsieur Pierre Dionne
Bureau international du droit des
enfants
Montréal

Madame Sarah Coup Fabiano
Service de police de la Haute St-
Charles
Loretteville

Madame Céline Dauphinais
Montréal

Madame Isabelle Desmartis
Montréal

Monsieur Gilles Dubé
Centre de formation en coopération
interculturelle
Rivière-du-Loup

Monsieur Guy Lafleur
Association québécoise des
organismes de coopération
internationales
Montréal

Monsieur Guy Lamarche
Croix Rouge canadienne
Verdun

Madame Fernande Meilleur
Coalition canadienne pour les droits
des enfants
Hull

Madame Anne-Marie Lavoie
Mond'Arni
Montréal

Madame Nicole Pariseau
Centre canadien d'étude et de
coopération internationale
Montréal

Monsieur Carlos Rodriguez
Oxfam-Québec
Montréal

Monsieur Dominic Toupin
Québec

Madame Marie-Thérèse Wéra
Association canadienne pour les
Nations Unies
Québec

Monsieur Robert Trudel
Société des relations internationales
de Québec
Québec

Monsieur Alain Barré
Université Laval
Québec

Monsieur Jean-François Bolduc
Radio-Canada International
Sainte-Foy

Monsieur Alain Bouchard
Université du Québec à Montréal
Montréal

Madame Gisèle Côté-Harper
Université Laval
Québec

Monsieur Charles-Philippe David
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur André Donneur
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur Thierry Gongora
Université Laval
Québec

Universitaires / étudiants/journalistes

Monsieur Robert Trudel
Société des relations internationales
de Québec
Québec

Monsieur Alain Barré
Université Laval
Québec

Monsieur Jean-François Bolduc
Radio-Canada International
Sainte-Foy

Monsieur Alain Bouchard
Université du Québec à Montréal
Montréal

Madame Gisèle Côté-Harper
Université Laval
Québec

Monsieur Charles-Philippe David
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur André Donneur
Université du Québec à Montréal
Montréal

Monsieur Thierry Gongora
Université Laval
Québec

Commerce et syndicats

Madame Marie Pepin
Confédération des syndicats
nationaux
Montréal

Députés

Monsieur Philippe Paré
Député de Louis-Hébert
Ottawa

Gouvernement

Monsieur Steven Lec
Centre canadien pour le
développement de la politique
étrangère
Ottawa

Madame Barbara Levine
Agence canadienne de
développement international
Hull

Monsieur Normand Dauphin
Commission des droits de la
personne et des droits de la jeunesse
du Québec
Montréal

Monsieur Pierre Dionne
Bureau international du droit des
enfants
Montréal

Madame Sarah Coup Fabiano
Service de police de la Haute St-
Charles
Loretteville

Madame Céline Dauphinais
Montréal

Madame Isabelle Desmartis
Montréal

Monsieur Gilles Dubé
Centre de formation en coopération
interculturelle
Rivière-du-Loup

Monsieur Guy Lafleur
Association québécoise des
organismes de coopération
internationales
Montréal

Monsieur Guy Lamarche
Croix Rouge canadienne
Verdun

Madame Fernande Meilleur
Coalition canadienne pour les droits
des enfants
Hull

Madame Anne-Marie Lavoie
Mond'Arni
Montréal

Madame Nicole Pariseau
Centre canadien d'étude et de
coopération internationale
Montréal

Monsieur Carlos Rodriguez
Oxfam-Québec
Montréal

Monsieur Dominic Toupin
Québec

Madame Marie-Thérèse Wéra
Association canadienne pour les
Nations Unies
Québec

Monsieur Normand Dauphin
Commission des droits de la
personne et des droits de la jeunesse
du Québec
Montréal

Monsieur Pierre Dionne
Bureau international du droit des
enfants
Montréal

Madame Sarah Coup Fabiano
Service de police de la Haute St-
Charles
Loretteville

Madame Céline Dauphinais
Montréal

Madame Isabelle Desmartis
Montréal

Monsieur Gilles Dubé
Centre de formation en coopération
interculturelle
Rivière-du-Loup

Monsieur Guy Lafleur
Association québécoise des
organismes de coopération
internationales
Montréal

Monsieur Guy Lamarche
Croix Rouge canadienne
Verdun

Madame Fernande Meilleur
Coalition canadienne pour les droits
des enfants
Hull

Madame Anne-Marie Lavoie
Mond'Arni
Montréal

Madame Nicole Pariseau
Centre canadien d'étude et de
coopération internationale
Montréal

Monsieur Carlos Rodriguez
Oxfam-Québec
Montréal

Monsieur Dominic Toupin
Québec

Madame Marie-Thérèse Wéra
Association canadienne pour les
Nations Unies
Québec

Québec

ONG/individus

Madame Angèle Aubin
Carrefour-Tiers-Monde
Québec

Monsieur Alain Bissonnette
Centre international des droits de la
personne et du développement
démocratique
Montréal

Monsieur Pierre Bonin
Défense des enfants internationale
Laval

Monsieur Herb Breau
Centre de recherche pour le
développement international
Ottawa

Madame Marina Caparini
Association des universités et
collèges du Canada
Ottawa

Monsieur Alain Prujiner
Member, Advisory Board,
Minister of Foreign Affairs
Quebec City

Ms. Debbie Quigley
Canadian Centre for Foreign Policy
Development
Ottawa

Mr. John Robinson
Canadian International
Development Agency
Ottawa

Mr. Gerald Schmitz
Library of Parliament Research
Branch
Ottawa

Mr. Michael Small
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Mr. Patrick Wittman
Canadian Centre for Foreign Policy
Development
Ottawa

Air Command Headquarters
Westwin

Mr. Ferry de Kerkove
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Ms. Lucie Edwards
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Mr. Bob Fraser
Canadian International
Development Agency
Ottawa

Ms. Elizabeth Gammel
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Lieutenant Colonel Steve Gilles
CFB Shilo
Shilo

Ms. Laurette Glasgow
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Mr. Donovan Hammersley
Office of the Secretary of State,
Asia-Pacific
Ottawa

Mr. Steven Lee
Canadian Centre for Foreign Policy
Development
Ottawa

Mr. Steve Loyst
Lester B. Pearson Canadian
International Peacekeeping Training
Centre
Clementsport

Ms. Kathryn McCallion
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Ms. Maureen O'Neil
Member of the Advisory Board,
Minister of Foreign Affairs
Montreal

Mr. Michael Pearson
Office of the Minister of Foreign

Air Command Headquarters
Westwin

Mr. Ferry de Kerkove
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Ms. Lucie Edwards
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Mr. Bob Fraser
Canadian International
Development Agency
Ottawa

Ms. Elizabeth Gammel
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Lieutenant Colonel Steve Gilles
CFB Shilo
Shilo

Ms. Laurette Glasgow
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Mr. Donovan Hammersley
Office of the Secretary of State,
Asia-Pacific
Ottawa

Mr. Steven Lee
Canadian Centre for Foreign Policy
Development
Ottawa

Mr. Steve Loyst
Lester B. Pearson Canadian
International Peacekeeping Training
Centre
Clementsport

Ms. Kathryn McCallion
Department of Foreign Affairs and
International Trade
Ottawa

Ms. Maureen O'Neil
Member of the Advisory Board,
Minister of Foreign Affairs
Montreal

Mr. Michael Pearson
Office of the Minister of Foreign

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01021859 5

DOCS

CA1 EA752 97C12 FRE

La politique étrangère du Canada e
la consolidation de la paix. --

17269896

